

une économie compensatrice, du moins à l'égard du blé; voilà une chose qu'on ne permettra pas à la Chambre d'oublier.

Les travailleurs industriels demanderont des augmentations de salaires et nous nous trouverons dans une situation très difficile. Je n'ai pas l'intention pour l'heure de traiter longuement cette question, mais je tiens à parler de l'augmentation des prix, car, à mon sens, la Chambre doit s'en préoccuper. Je conviens que nous devons augmenter la production, mais il ne faut pas oublier que, si le pouvoir d'achat de la population diminue, les produits de l'industrie s'empileront et nous en arriverons au point de régression dont on a parlé, surtout outre-frontière.

J'ai déjà soutenu en cette enceinte que le rendement des travailleurs a grandement augmenté durant la guerre. Le commissaire suppléant du Travail aux Etats-Unis, M. A. F. Heinrichs, déclarait dernièrement:

Nous comptons sur un accroissement extrêmement rapide du rendement par heure-homme dans la plupart des industries. Au cours des années qui ont suivi la première guerre mondiale, la productivité a augmenté très vite. Nous ne croyons pas nous montrer trop optimistes en prévoyant d'ici 1950 un accroissement d'environ 30 p. 100.

Ce chiffre s'applique à toute l'industrie américaine. Dans un autre journal d'outre-frontière, j'ai lu que le rendement par heure-homme en certaines industries avait déjà augmenté de 40 p. 100. Ce relèvement mettra plus de denrées à la disposition des consommateurs. Si les produits ne sont pas absorbés, le chômage sévira. En maintenant les prix à un palier trop élevé, on réduit la consommation, parce qu'on diminue le pouvoir d'achat de la monnaie.

Pour confirmer mes dires, je cite l'avis de M. Julius Hirsch, publié dans *Barron's Weekly*, livraison du 19 novembre 1945:

En 1945, trente-six millions d'employés produisaient aux Etats-Unis les denrées produites en 1939 par quarante-cinq millions d'employés. Pour fournir de l'emploi au même nombre de gens qu'en 1939, il faudrait donc aujourd'hui augmenter de 25 p. 100 le chiffre de la production et accroître le pouvoir d'achat dans la même proportion afin de créer un débouché aux produits supplémentaires.

Il est tragique de constater qu'au Canada le pouvoir d'achat accumulé pendant les années de guerre s'épuise à cause des prix trop élevés dont j'ai parlé. Le ministre des Finances s'est félicité récemment des économies considérables réalisées au cours du conflit en raison des régies. J'estime qu'il a droit à des éloges, ainsi que ses subordonnés. Il a affirmé qu'on avait économisé tous les ans 2 milliards et demi, au coût annuel de 200 millions, y compris les frais de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre

et ainsi de suite. S'il en a été ainsi pendant les cinq années,—ce dont je doute fort,—on a donc économisé au total 12 milliards et demi au coût d'un milliard, soit un peu moins de \$1,000 par tête d'habitant. Voilà une confirmation remarquable de l'efficacité des mesures prises durant la guerre pour empêcher une hausse exorbitante des prix et des bénéfiques.

Les membres du Gouvernement constatent sans doute avec intérêt la volte-face de certains journaux financiers. Prenons, par exemple, le *Financial Post*. Je m'abstiens d'en citer de longs extraits, mais si les honorables députés veulent bien consulter l'éditorial paru en première page le 13 juillet 1946, ils constateront qu'on y réclame, comme aux Etats-Unis, la suppression des régies. Un peu plus tard, le 9 novembre 1946, on se plaignait que le Canada n'eût pas suivi l'exemple des Etats-Unis, qu'il procédât trop lentement. Voyons maintenant ce qu'on trouve dans le dernier numéro, celui du 12 avril 1947; je cite:

Coincés entre les impôts élevés et les prix exorbitants, l'humeur des consommateurs ne s'améliorera pas d'apprendre que les entreprises commerciales réalisent des bénéfices sans cesse croissants. L'analyse, en page 5, ...

C'est là que j'ai puisé certains de mes chiffres.

...des affaires exercées par soixante sociétés commerciales du Canada révèle une augmentation de près de 30 p. 100 dans les bénéfices de 1946 comparativement à ceux de 1945.

Il en est de même aux Etats-Unis où M. Earl Bunting, président de l'Association nationale des manufacturiers, a donné l'avertissement suivant: "Si les prix ne cessent de monter, ils provoqueront l'une des pires crises économiques que le pays ait jamais connues." Qui, alors, pourra se plaindre de n'avoir pas été averti?

La même chose s'est produite deux ans après la première Grande Guerre. Les prix ont monté, la qualité a baissé et finalement les acheteurs se sont rebellés. On s'aperçoit déjà qu'il y a une limite aux prix que le consommateur consent à payer. On ne s'arrache plus, comme au début, les articles de luxe et les marchandises durables à prix élevés.

Au lieu d'attendre que la résistance organisée des acheteurs oblige le monde des affaires à réduire ses prix considérablement, les marchands seraient beaucoup plus sages, et en définitive plus prospères, s'ils diminuaient les prix de bon gré maintenant.

Tel est, maintenant, l'avis du *Financial Post*.

M. MacDONNELL (Muskoka-Ontario):
Quels sages conseillers nous avons!

M. COLDWELL: Certes, l'honorable député de Muskoka-Ontario a fait preuve d'une grande sagesse en cette occasion. Je souhaiterais qu'il en fût de même de tous ses autres discours. Cependant, détournons nos yeux de ces marchandises un instant, et portons nos regards sur l'industrie de la pâte de bois et du papier, industrie très importante au Ca-